

Cahier des charges de l'appel à candidatures pour réaliser des réunions de cadrage des employeurs souhaitant bénéficier du programme objectif employeur pro-vélo (OEPV)

Date et heure limite de réponse : 04/07/2021 à minuit.

Modalité de réponse : la réponse au présent appel à candidatures doit être adressée exclusivement par mail à consultation@employeurprovelo.fr avant l'échéance ci-dessus (il est conseillé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour cet envoi et de demander une notification de réception dans leur logiciel de messagerie)

Contact : toute question ou demande de précision doit être adressée à consultation@employeurprovelo.fr en indiquant dans l'objet « appel à candidatures cadrage ». Les questions et les réponses seront rendues publiques dans un document mis à jour régulièrement et publié sur la page du présent appel à candidatures.

1. Contexte

1.1. Objectifs et contenu du document

Le présent cahier des charges a pour objectif de fournir aux candidats soumissionnaires les éléments nécessaires à la compréhension de la prestation demandée afin de produire l'offre la mieux adaptée aux besoins de FUB Services. Il n'a pas pour objectif de détailler l'exhaustivité des tâches et moyens associés au futur contrat de prestation, leur définition relève de la proposition technique des candidats. En particulier il appartient au candidat de proposer à FUB Services les méthodes et outils qui lui semblent les plus adaptés pour répondre aux objectifs de la prestation et d'explicitier clairement dans sa proposition leur mise en œuvre (y compris en prenant en compte l'évolution du contexte sanitaire).

1.1. La Fédération française des Usagers de la Bicyclette

Créée en 1980, la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB), est une association à but non lucratif. La FUB agit pour apporter des réponses concrètes aux préoccupations quotidiennes des personnes se déplaçant à vélo, et promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement, par la mise en réseau des associations locales, la concertation avec les pouvoirs publics, et des campagnes de communication grand public. La FUB s'est illustrée ces dernières années par des actions fortes comme son lobbying lors des élections ou des travaux parlementaires, la production d'un baromètre des villes cyclables ou encore la mise en place de programmes d'information, de formation ou d'innovation financés par le dispositif des certificats d'économie d'énergie. Pour opérer ces programmes, la FUB a créé une filiale « FUB Services », maître d'ouvrage du présent appel à candidatures.

1.2. Programme de mobilisation des employeurs privés et publics pour le développement de l'usage du vélo

Le programme Objectif Employeur Pro-Vélo (OEPV) vise à accompagner les employeurs (publics et privés) dans le développement d'une culture vélo au sein de leurs établissements :

- par le soutien financier d'équipements (stationnement, casiers, outils...) et de services (formations, entretien, conseil...) « pro-vélo »
- avec un référentiel d'actions et un dispositif de labellisation « employeur pro-vélo » (par établissement), qui constituent à la fois un moyen d'étendre l'usage du vélo dans le cadre des déplacements domicile-travail et professionnels (collaborateurs, clients, fournisseurs, visiteurs), une mutualisation des bonnes pratiques et une échelle pour se situer.

Ce programme est porté par la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB), opéré par sa filiale FUB Services, financé par le dispositif des certificats d'économie d'énergie (avec le concours de Eni Gas & Power France, SCA PETROLE ET DERIVES, Société des Pétroles SHELL, GazelEnergie Solutions, VARO ENERGY France) et soutenu par l'ADEME. Pour en savoir plus sur le programme OEPV, se reporter au site internet www.employeurprovelo.fr

1.3. Le référentiel et la labellisation « employeur pro-vélo »

Le label employeur pro-vélo s'inspire pour partie du label « cycle friendly employer », initié et soutenu par l'European Cyclists' Federation (ECF). Le référentiel pro-vélo français porté par la FUB repose sur une approche holistique, avec la possibilité d'une labellisation valorisant les employeurs (privés et publics) faisant la promotion, en paroles et en actes, de la solution vélo comme mode de transport, auprès de leurs collaborateurs, leurs clients, leurs publics et leurs fournisseurs. Cette labellisation s'effectue par établissement.

Le référentiel employeur pro-vélo, disponible en annexe 3, permet, à l'échelle d'un établissement, de :

- réaliser un état des lieux des actions en faveur du développement de l'usage du vélo, s'inscrivant parfois dans le cadre plus large d'un plan de mobilité employeur
- élaborer ou enrichir la stratégie et le plan d'actions associé
- suivre dans le temps et de mesurer les résultats obtenus dans une optique de progrès et d'amélioration continue

Le référentiel est composé de 5 axes :

- Pilotage et stratégie
- Communication et motivation
- Services
- Sécurité
- Équipements

Au sein de chaque axe, des critères permettent d'évaluer et de noter la politique pro-vélo du site. Le total des scores obtenus permet de situer l'établissement de l'employeur :

- Score inférieur à 25 % : site non labellisé
- Score supérieur ou égal à 25 % et inférieur à 50 % : site labellisé niveau bronze
- Score supérieur ou égal à 50 % et inférieur à 75 % : site labellisé niveau argent
- Score supérieur ou égal à 75 % : site labellisé niveau or

Certains critères sont obligatoires (par exemple la désignation d'un référent vélo ou la mise en place du forfait mobilités durables) et doivent impérativement être remplis pour obtenir une labellisation.

2. Contenu et positionnement de la réunion de cadrage dans le parcours des employeurs bénéficiaires du programme

2.1. Parcours des employeurs dans le programme

Chaque parcours commence par une phase d'autodiagnostic (un questionnaire auto-administré de 30 minutes) qui vise à préciser la maturité de la politique cyclable d'un employeur. Un rapport d'autodiagnostic reprenant les différents champs d'action du référentiel du label employeur pro-vélo indique le niveau d'avancement de la politique cyclable de l'employeur. Celui-ci sollicite ensuite un accompagnement individualisé qui débute par une réunion de cadrage, objet de la présente consultation. Suite à la réunion de cadrage, l'employeur valide une charte d'engagements vers la labellisation. Il dispose ensuite d'un choix de prestations d'équipements et de services vélo, co-financées par le programme, lui permettant de progresser dans le référentiel. L'employeur, une fois les prestations réalisées, sollicite la réalisation d'un audit de labellisation.

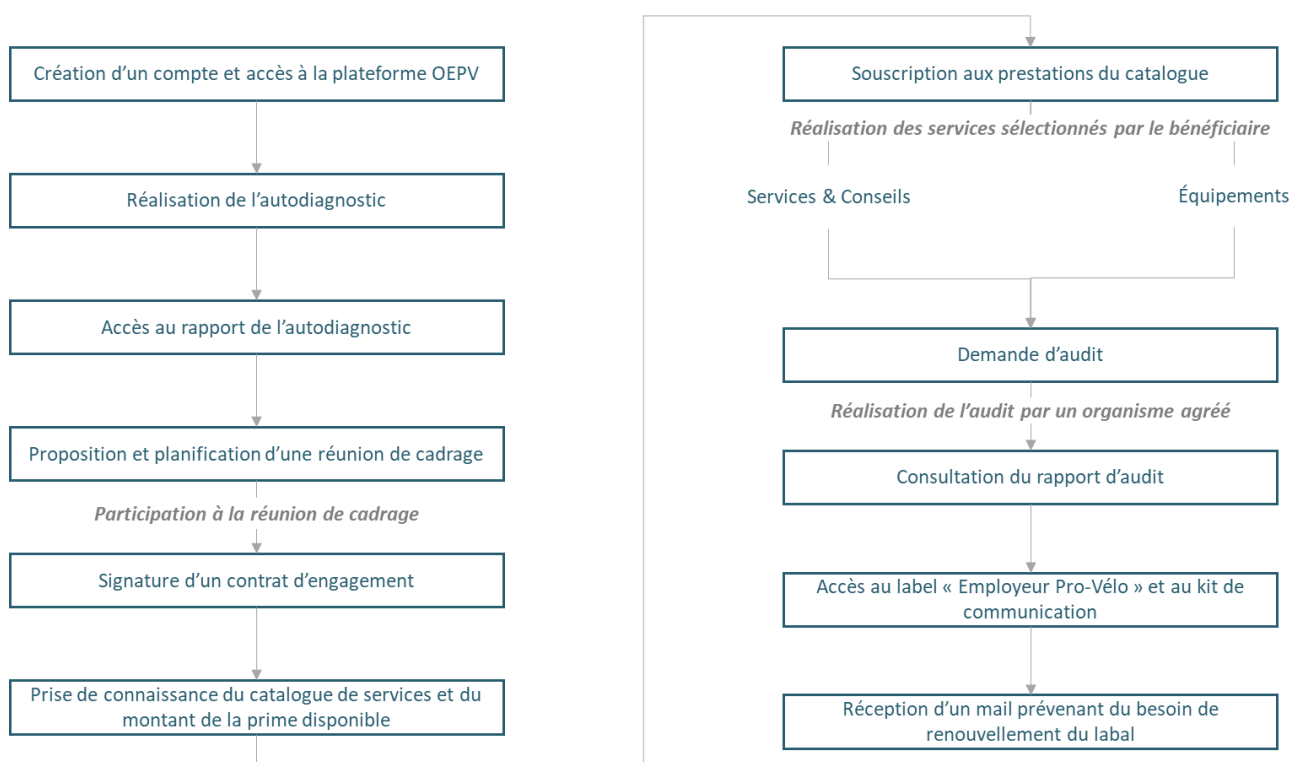


Figure 1 : parcours de l'employeur dans le programme OEPV

2.2. Objectifs et modalités

Cette réunion de cadrage, objet du présent appel à candidatures, vise à guider l'employeur dans le programme et vers la labellisation, avec comme objectifs de :

- détailler le référentiel label Employeur Pro-Vélo et pointer les exigences de chaque item
- présenter le catalogue de prestations proposé dans le cadre du programme
- orienter l'établissement employeur vers les meilleurs choix des équipements et de services en fonction de ses résultats obtenus à l'autodiagnostic
- répondre aux questions du bénéficiaire sur le programme OEPV

La réunion de cadrage est :

- réalisée à distance avec les moyens du bénéficiaire ou de l'intervenant (téléphone ou visioconférence, à convenir avec l'établissement)
- menée par un prestataire au sein d'un groupe d'intervenants sélectionnés au moyen du présent appel à candidatures, avec un décisionnaire ou la personne référente vélo de l'établissement
- d'une durée maximale d'1h30 (à laquelle s'ajoute 30 minutes maximum de préparation et de synthèse)
- entièrement prise en charge par le programme (gratuite pour l'employeur bénéficiaire)

Sur la plateforme du programme, l'employeur sélectionne un créneau horaire d'1h30 parmi les disponibilités déclarées par les intervenants réalisant la réunion de cadrage. L'intervenant reçoit une notification et envoie à l'employeur les modalités de la réunion (téléphone ou visioconférence).

2.3. Déroulé

Le déroulé type d'une réunion de cadrage est le suivant :

Positionnement	Durée indicative	Tâche
Avant la réunion de cadrage (intervenant seul)	15 min	<ul style="list-style-type: none"> - Accéder au profil et documents de l'employeur bénéficiaire (adresse du site, montant de la prime en fonction de la taille de l'établissement) - Prendre connaissance de l'autodiagnostic
Pendant la réunion de cadrage (avec l'employeur bénéficiaire) Pendant la réunion de cadrage (avec l'employeur bénéficiaire)	5 min	<ul style="list-style-type: none"> - Accueillir l'employeur et lui présenter les grandes lignes du programme
	60 min	<ul style="list-style-type: none"> - Débriefing l'autodiagnostic au regard des exigences du référentiel employeur pro-vélo, en pointant les exigences nécessitant une attention ou une action corrective - Proposer des prestations adaptées du catalogue (équipements, services) permettant de répondre aux besoins de l'employeur et de le faire progresser dans le référentiel
	20 min	<ul style="list-style-type: none"> - Informer l'employeur sur la suite du parcours : <ul style="list-style-type: none"> ○ indiquer le montant de la prime disponible (fonction de la taille de l'établissement) ○ apporter des précisions sur le fonctionnement de la plateforme pour commander des prestations du catalogue, alerter le cas échéant sur les délais de réalisation de certaines prestations pouvant être en tension ○ présenter les conditions de cofinancement (critères de conformité des équipements de stationnement vélo, versement de la prime a posteriori après la programmation d'un audit de labellisation...) ○ indiquer l'envoi d'une charte d'engagements matérialisant son entrée dans une démarche de labellisation, nécessaire pour pouvoir bénéficier du financement des prestations du catalogue ○ sensibiliser à l'engagement de demander un audit de labellisation, de préférence dans l'année suivant l'entretien, matérialisé par la validation de la charte d'engagements suite à la présente réunion de cadrage

		- répondre aux questions de l'employeur et l'inviter à consulter les outils du programme (FAQ, guides, webinaires...)
	5 min	- Conclure l'entretien (récapituler les points abordés, rappeler les prochaines étapes, annoncer l'envoi d'un compte-rendu et rappeler le besoin de validation de la charte sur la plateforme)
Après la réunion de cadrage (intervenant seul)	15 min	<ul style="list-style-type: none"> - Cocher la case « réunion de cadrage réalisée » dans la plateforme à la fin de la réunion pour offrir la possibilité au bénéficiaire d'accéder à la charte d'engagement sans attendre la synthèse - Mettre en ligne sur la plateforme dans les 12h suivant la réunion, une synthèse de l'entretien d'1 page maximum (sur une base pré-rédigée fournie par le programme) récapitulant les informations données (guides, catalogue...) et les éventuelles questions spécifiques

Figure 2 : déroulement type de la réunion de cadrage

2.4. Volumétrie, tarif, calendrier et périmètre géographique

Le programme OEPV a pour objectif de réaliser 4500 réunions de cadrage d'ici le 31 décembre 2023, dont 250 réunions pour des établissements situés outre-mer. Ces 4500 réunions de cadrage sont réparties en 90 lots de 50 réunions chacun, pour une rémunération de 200 € HT par réunion (soit 10 000 € HT par lot).

Les intervenants retenus devront se rendre disponibles pour une formation d'une journée (non rémunérée, réalisée en distanciel sous forme de webinaire) de leurs intervenants à partir du 23 août 2021.

Les réunions seront à réaliser entre le 20 septembre 2021 et le 31 décembre 2023.

Dans leur réponse, les candidats doivent s'engager sur :

- la capacité à réaliser un nombre de lots
- une disponibilité à définir durant des demi-journées pour les réunions avec les employeurs intéressés par le programme
 - o entre 8h et 13h le matin, et entre 13h et 19h du lundi au vendredi (fuseau horaire métropole), sachant que la plateforme du programme permettra ensuite de déclarer ses disponibilités et de les modifier sur une base hebdomadaire en cas de force majeure
 - o les candidats qui le souhaitent sont invités à proposer des créneaux spécifiques pour l'outre-mer (en précisant le fuseau horaire)

3. Engagements et règles déontologiques

Dans le cadre des appels à candidatures « cadrage » et « conseil », les candidats peuvent remettre une offre portant sur :

- la réunion de cadrage seulement
- la prestation de conseil seulement
- la réunion de cadrage et la prestation de conseil

Toutefois, **un même intervenant ne pourra pas conduire à la fois la réunion de cadrage et la prestation de conseil pour un même site employeur**. Mener une réunion de cadrage avec un site employeur conduit donc à ne pas pouvoir réaliser de prestation de conseil pour ce même site, afin d'éviter tout conflit d'intérêt.

De plus, les intervenants retenus ne pourront pas proposer, lors de la réunion de cadrage, d'équipement ou de prestation qu'ils pourraient assurer par la suite dans le cadre du programme (par exemple : il est interdit de préconiser un matériel de stationnement qui serait vendu par l'intervenant ou pour lequel l'intervenant toucherait une commission). En cas de non-respect de ces règles déontologiques, FUB Services pourra résilier le contrat avec l'intervenant.

FUB Services procédera à des contrôles réguliers pour s'assurer de la réalité et de la qualité des réunions de cadrage réalisées.

4. Contrat et facturation

FUB Services sélectionnera un ensemble d'intervenants en fonction des critères définis au paragraphe 6 et lui permettant d'atteindre l'objectif de 4 500 employeurs labellisés.

FUB Services conclura un contrat avec les prestataires retenus (voir projet en annexe 2). Le paiement sera mensuel et effectué automatiquement par la plateforme à partir des nombres de réunions de cadrage réalisées et validées (synthèse mise en ligne sur la plateforme) le mois écoulé. FUB Services ne s'engage ni sur un nombre minimal de réunions ni sur une rémunération minimale.

5. Pièces à fournir par les candidats

Les candidats devront présenter leur candidature en utilisant impérativement le formulaire du présent appel à candidatures (annexes 1 "réponse candidat" et "créneaux horaires et identité").

6. Critères de sélection

Dans le cadre de cet appel à candidatures, les éléments recherchés sont les suivants :

- Connaissances du secteur et des enjeux de la mobilité (acteurs, politiques publiques, offres et solutions, cadre réglementaire, bonnes pratiques...), en particulier le vélo comme moyen de transport du quotidien (trajets domicile-travail et professionnels)
- Connaissances et compréhension du fonctionnement des employeurs privés et publics
- Expérience professionnelle ou militante en matière de vélo comme mode de transport au quotidien (schéma directeur cyclable, élaboration ou évaluation de services vélo, plan de mobilité employeur, engagement associatif...)
- Expérience en matière d'accompagnement de démarches environnement, mobilité, développement durable ou RSE auprès d'employeurs privés et publics

- Capacités d'écoute et de synthèse
- Compétences en communication
- Aisance relationnelle

Ces éléments devront ressortir clairement des CV proposés, ce sont ces personnes présentées dans la réponse qui devront réaliser les réunions de cadrage (cf. projet de contrat en annexe 2).

Les candidatures seront appréciées sur la base des sous-critères suivants :

- A1 : Connaissances du secteur et des enjeux de la mobilité, en particulier le vélo comme moyen de transport du quotidien (45 %)
- A2 : Compétences, qualifications, expériences de l'équipe et organisation proposée pour assurer la qualité, la régularité, la continuité et l'homogénéité des prestations (45 %)
- A3 : Responsabilités environnementale (mobilité, énergie, employeur pro-vélo) et sociale (égalité salariale hommes-femmes, accompagnement des personnes en situation de handicap) (10%)

Une note sur 10 est obtenue pour chacun des quatre sous-critères précités, sur les bases suivantes :

- Exceptionnel : 9-10 points
- Très bon : 7-8 points
- Bon : 5-6 points
- Moyen : 3-4 points
- Médiocre : 1-2 points
- Insuffisant : 0 point

La note sera alors calculée de la façon suivante :

$$\text{Note} = (A1 \times 0,45) + (A2 \times 0,45) + (A3 \times 0,10)$$